



## **Contrat de vente de Certificats d'Economie d'Energie**

### ***ENTRE LES SOUSSIGNES***

**ACT Commodities B.V.**, Société A Responsabilité Limitée (SARL) de droit Néerlandais, immatriculée sous le numéro 27336523, pris en la personne de son Directeur Général, Bram Bastiaansen, sis Gustav Mahlerlaan 1009, 1082 MK Amsterdam (Pays-Bas),

**Ci-après désigné l'Acheteur  
D'UNE PART,**

***ET***

**Commune de Grasse**, collectivité française, immatriculée sous le numéro 210 600 698, pris en la personne de monsieur le Maire Jérôme Viaud, sis place du petit Puy, 06130 Grasse (France),

**Ci-après désigné le Vendeur  
D'AUTRE PART,**

Ci-après individuellement ou collectivement désignées la ou les Partie(s).

### **Etant préalablement exposé :**

#### **➤ Contexte réglementaire**

En vertu de la Loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de Programme fixant les Orientations de la Politique Energétique de la France (dite « loi POPE »), les vendeurs d'énergie ont été désignés comme acteurs Obligés pour mettre en place des dispositifs favorisant les économies d'énergie. D'autres acteurs non soumis à obligations d'économies d'énergie mais ayant réalisé des opérations d'économies d'énergie sur leur patrimoine sans bénéficier de revenus directs ont été désignés comme Eligibles.

Aux termes de cette loi et de ses décrets d'application, le volume d'économies d'énergie généré est exprimé en kilowattheures cumulés et actualisés sur la durée de vie de l'opération ayant généré des économies d'énergie (« kWh cumac »). Les kWh cumac sont ensuite convertis en Certificats d'Economie d'Energie (ci-après désignés « CEE ») validés par le Pôle National des CEE (« PNCEE ») et enregistrés au Registre National des Certificats d'Economie d'Energie (Registre « EMMY ») par le teneur désigné de ce registre. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et pour une durée de cinq (5) ans, la gestion du registre a été confiée à la société POWERNEXT.

La loi POPE a été modifiée et complétée par la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte qui a créé, dans le cadre du dispositif des CEE, une nouvelle obligation d'économies d'énergie au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. Le volume de ces obligations « spécifiques » (aussi appelées obligations « précarité énergétique ») vient s'ajouter aux volumes des obligations « classiques » qui ont été définis pour la période en cours.

Le décret n°2015-1825 du 30 décembre 2015 a précisé les modalités de réalisation de cette obligation spécifique au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique et l'a rendue effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le décret n° 2017-690 du 2 mai 2017 a mis en place la quatrième période triennale d'obligations d'économies d'énergie qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020 et a fixé le niveau global des obligations sur les trois années de cette période à 1 200 TWh cumac pour les obligations « classiques » et à 400 TWh cumac pour les obligations d'économies d'énergie devant être réalisées au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique.

La liste des éléments à fournir dans le cadre d'une demande de certificats d'économies d'énergie et des documents que le demandeur doit archiver a été fixée par un arrêté du 4 septembre 2014, modifié en dernier lieu par un arrêté en date du 29 décembre 2017.

Les autres modalités d'application de ce dispositif des CEE ont été précisées par un arrêté du 29 décembre 2014, modifié en dernier lieu par un arrêté du 29 décembre 2017.

➤ Présentation des Parties

**ACT Commodities B.V.** est une société de services financiers spécialisée dans le trading de produits environnementaux, et en particulier dans l'intermédiation de CEE entre contreparties Obligées et Non Obligées. Pour son activité, et notamment pour la réception et le transfert desdits CEE, ACT Commodities B.V dispose d'un compte sur le Registre EMMY.

**Commune de Grasse**, collectivité française ayant le statut d'«Eligible» et qui dispose d'un compte sur le Registre EMMY.

Dans le cadre de cette réglementation, le Vendeur prévoit de demander l'enregistrement de CEE « classique » et/ou « précarité énergétique » en son nom et pour son compte dans le registre national des CEE.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit.

## **Article 1. Objet**

### **1.1. Cession de CEE**

Le Vendeur s'engage, de façon ferme et irrévocable, conformément aux conditions de livraison telles qu'elles sont définies ci-après, à céder à l'Acheteur le ou les volumes visés ci-dessous de CEE déjà enregistrés sur le Registre EMMY.

- CEE « classiques » : 62'941'080 kWh Cumac

Ce volume de CEE peut être divisé en plusieurs lots selon les modalités suivantes :

	<i>Volume (kWhc)</i>
Lot 1	62'941'080

### **1.2. Prix**

L'Acheteur s'engage à acheter au Vendeur le ou les volumes de kWh cumac ci-dessus mentionnés aux conditions financières suivantes :

- CEE « classiques » :

Prix Unitaire HT (chiffres) : 0.9 centimes d'euros par kWh cumac

Montant par lot (chiffres) : Lot 1 **566,469.72 €**

Montant total HT (chiffres) : **566,469.72 €** (0.009 x 62'941'080)

Montant total TTC (chiffres) : TVA 20% Non Applicable

Montant total HT (lettres) : **CINQ CENT SOIXANTE SIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE NEUF EUROS ET SOIXANTE DOUZE CENTIMES**

La vente de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique étant considérée comme une prestation de services et l'Acheteur étant localisé dans un autre pays européen que le vendeur, la vente se fera hors taxes (art. 259-1 du Code Général des Impôts), et l'Acheteur auto liquidera la TVA auprès de son administration fiscale.

## Article 2. Transfert des CEE

### 2.1. Enregistrement du transfert des CEE

Les parties feront enregistrer la vente dans le Registre EMMY, accessible notamment depuis le site internet <http://www.emmy.fr>, selon le mode opératoire suivant :

1. Au plus tard quinze (15) jours ouvrés avant la date de transfert définie à l'article 2.2 pour chaque lot de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique cédé, l'Acheteur envoie une Notification de Transaction par tous moyens (lettre RAR, mail, fax, etc.) au Vendeur.
2. L'Acheteur clique sur l'onglet « Achat/Vente » puis sur l'onglet « Achat de CEE », puis sur « liste des Vendeurs », puis sur le nom du Vendeur.
3. L'Acheteur remplit le champ du nombre de kWh cumac et du prix stipulés à la présente convention, puis soumet sa proposition qui est envoyée directement au Vendeur, en cliquant sur le pavé « soumettre la demande au Vendeur ». Puis confirme sa proposition.
4. La proposition de l'Acheteur devient alors une transaction définie par un N° de transaction 00000X et le montant de la transaction en € apparaît. Le statut de la transaction n°00000X est alors « en attente d'acceptation ». Aucun autre titulaire de compte n'a accès à cette transaction. Les Parties sont informées de la demande de l'Acheteur par un courrier électronique automatique envoyé par le Teneur du Registre EMMY.
5. Le Vendeur confirme de son côté son accord et « accepte la transaction », puis choisit dans son portefeuille CEE, répartis par Décisions de délivrance, les CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique qu'il souhaite vendre. Puis il confirme la vente et l'ordre de transfert qui reçoit un numéro N°00000Y.
6. Le Teneur du Registre EMMY génère alors un ordre de transfert reproduisant exactement le choix du Vendeur et de l'Acheteur. Le Vendeur imprime l'ordre de transfert en trois exemplaires, les signe avec cachet de l'entreprise et les transmet à l'Acheteur pour en faire autant.
7. Le Vendeur envoie l'Ordre de Transfert signé et revêtu de son cachet au Teneur du Registre EMMY pour enregistrement de la transaction, et transmet à l'Acheteur l'exemplaire original contresigné qui lui revient.
8. Le Teneur du Registre EMMY enregistre le transfert dans les comptes de l'Acheteur et du Vendeur. Le transfert est alors réalisé, les CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique sont affectés au crédit de l'Acheteur et au débit du Vendeur. Les Parties sont informées du transfert des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique par un courrier électronique automatique envoyé par le Teneur du Registre EMMY.

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts afin de procéder, conformément au processus de transfert décrit ci-dessus, au bon transfert des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique du compte du Vendeur à celui de l'Acheteur dans le Registre EMMY, et ce dans les meilleurs délais.

### 2.2. Date de transfert des CEE

La date de transfert des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique est définie comme étant la date à laquelle la totalité des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique d'un lot sont effectivement crédités sur le compte de l'Acheteur dans le Registre EMMY, étant convenu que l'Acheteur sera informé du transfert desdits certificats sur son compte par un courrier électronique automatique du Teneur du Registre EMMY, et le cas échéant du Vendeur.

La date de transfert des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique est fixée comme suit :

	<i>Volume (kWhc)</i>	<i>Transfert (au plus tard le)</i>
<b>Lot 1</b>	62'941'080	30/07/2019

Le transfert d'un volume de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique par le Vendeur à l'Acheteur emporte transfert de la propriété de ce volume de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique au profit de l'Acheteur.

### **Article 3. Paiement du prix**

Le prix défini à l'Article 1.2 pour chaque lot sera réglé par virement de l'Acheteur, dans un délai de <sup>(1)</sup> :

30 jours calendaires suivant la date de transfert de la totalité des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique composant un lot sur le compte de l'Acheteur enregistré auprès du Registre EMMY.

Ci-dessous les coordonnées bancaires à utiliser par l'Acheteur pour le règlement au profit du Vendeur, par virement :

**Titulaire du compte :**

**Domiciliation agence :**

**IBAN :**

**BIC-ADRESSE SWIFT :**

Le paiement du prix défini à l'Article 1.2 fera l'objet d'une facturation du Vendeur auprès de l'Acheteur qui entrera dans le cadre d'une transaction intra-communautaire et, de ce fait, devra comporter le numéro de TVA intra-communautaire du Vendeur. La facture sera établie conformément à la législation française en vigueur et adressée au siège social de l'Acheteur.

La facture sera envoyée par le Vendeur à l'Acheteur concomitamment à l'envoi de l'Ordre de transfert des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique par le Vendeur au Teneur du Registre EMMY, et au plus tard à la date de transfert définie à l'Article 2.

### **Article 4. Entrée en vigueur et fin du contrat**

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Le présent contrat prendra fin lorsque (a) la totalité des lots de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique définis à l'article 1.1 du présent contrat auront été livrés, (b) la totalité du prix défini à l'article 1.2 du présent contrat aura été payée, et (c) toute pénalité due au titre du présent contrat aura été payée.

En cas de résiliation anticipée du présent contrat, celui-ci prendra fin le jour de la résiliation.

Dans les deux cas visés aux alinéas précédents, la fin du contrat ne s'oppose pas à ce que la responsabilité de l'une ou des Partie(s) soit recherchée au titre du présent contrat postérieurement à la date de fin du contrat.

### **Article 5. Obligations du Vendeur**

Le Vendeur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour respecter et faciliter la mise en œuvre de chacun des termes de la présente convention.

Le Vendeur s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre du présent contrat et en ses qualités d'«Eligible», de détenteur et de vendeur de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique, dans le plus strict respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Le Vendeur s'engage à vendre à l'Acheteur des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique qu'il a produits lui-même, c'est-à-dire des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique dont il a demandé l'enregistrement en son nom et pour son compte dans le Registre EMMY.

Le Vendeur peut toutefois vendre à l'Acheteur des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique qu'il n'a pas produits lui-même si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- le Vendeur en a fait la demande écrite et préalable à l'Acheteur, en joignant à cette demande les coordonnées du producteur des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique concernés ainsi que la qualité de ce producteur au titre de la réglementation relative aux CEE (obligés, délégataire, etc.) ;
- le Vendeur a obtenu de l'Acheteur son accord écrit pour la vente de ces CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique.

---

<sup>(1)</sup> Article L.441-6 du code de commerce

Si des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique produits par le Vendeur ont fait l'objet par le passé ou font l'objet d'un contrôle de l'Administration au titre de la réglementation relative aux CEE et/ou d'une sanction pour non-conformité à la réglementation relative aux CEE, le Vendeur en informe l'Acheteur avant la signature de la présente convention, ou s'il en a connaissance à une date ultérieure, dès qu'il en a connaissance.

Le Vendeur garantit que les CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique vendus au titre du présent contrat seront parfaitement valides à leur date de livraison et de cession, et qu'ils ne feront l'objet d'aucune cession ou mutation, sûreté, promesse, garantie ou autre obligation restreignant de quelque manière que ce soit leur pleine propriété, leur jouissance ou leur cessibilité au bénéfice de l'Acheteur.

Le Vendeur s'engage à diversifier ses parts de marché auprès d'autres clients concernant des prestations identiques ou non à celles du présent contrat. Le Vendeur s'engage à veiller à ce qu'aucune situation de dépendance économique potentiellement préjudiciable pour lui ou pour l'Acheteur ne puisse résulter du présent contrat ou des autres contrats conclus avec l'Acheteur. Dans tous les cas, et notamment en cas de fin anticipée ou non du présent contrat, la responsabilité de l'Acheteur ne pourra être engagée, à quelque titre que ce soit, sur le fondement de la dépendance économique.

Le Vendeur s'engage à informer l'Acheteur de tout fait de nature à compromettre l'exploitation de son entreprise.

## **Article 6. Obligations de l'Acheteur**

L'Acheteur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour respecter et faciliter la mise en œuvre de chacun des termes de la présente convention.

L'Acheteur s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre du présent contrat et en sa qualité d'acheteur de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique, dans le plus strict respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

L'Acheteur s'engage à acquérir de la part du Vendeur les CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique visés à l'article 1.1 et d'en payer le prix tel que défini à l'article 1.2.

## **Article 7. Conformité des CEE cédés**

Le Vendeur garantit à l'Acheteur que les conditions d'éligibilité pour la valorisation des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique qu'il vend sont bien respectées.

Dans le cas où le Vendeur soupçonnerait ou aurait connaissance, par quelque moyen que ce soit, d'une non-conformité affectant des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique cédés à l'Acheteur au titre de la présente convention, le Vendeur s'engage à en informer l'Acheteur dans les plus brefs délais en identifiant, s'il en a connaissance, les lots de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique concernés.

Dans le cas où l'autorité compétente, après avoir délivré des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique cédés par le Vendeur à l'Acheteur, contesterait par un contrôle a posteriori la conformité réglementaire ou légale de tout ou partie de ces CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique cédés, le Vendeur s'engage – à la première demande de l'Acheteur – à l'indemniser pour l'ensemble des conséquences qui pèsent sur l'Acheteur en raison de la non-conformité des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique, notamment les conséquences financières, et à garantir l'Acheteur de tout recours et de tout préjudice lié à cette non-conformité.

En cas de contestation de la conformité d'un ou de plusieurs certificats par l'autorité compétente, le Vendeur remplacera immédiatement et à la première demande de l'Acheteur les CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique annulés par des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique valides pour un volume équivalent, sans aucun frais ni coût supplémentaire à la charge de l'Acheteur.

En cas d'impossibilité de remplacer les CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique non-conformes par un volume équivalent, le Vendeur en informera l'Acheteur dans les sept (7) jours ouvrés suivant sa demande et s'engage à rembourser l'Acheteur au prix auquel ce dernier achètera une quantité égale de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique de même qualification. Ce remboursement sera effectué dans les plus brefs délais, et au plus tard dans les quatorze (14) jours ouvrés suivant la présentation d'une facture par l'Acheteur.

Sans préjudice de l'application des alinéas précédents du présent article, l'Acheteur pourra à sa seule initiative procéder, par l'envoi au Vendeur d'une lettre recommandée avec accusé de réception, à la Résiliation Anticipée de la présente convention.

## **Article 8. Défaut de livraison**

Le Vendeur s'engage à respecter par tout moyen son engagement de livraison.

A la survenance d'un Défaut de Livraison, c'est-à-dire si le Vendeur n'a pas transféré tout ou partie d'un volume de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique défini à l'article 1.1 à la date de transfert définie pour ce volume à l'article 2.2, les Parties conviennent de se rapprocher sous dix (10) jours ouvrés à compter du Défaut de Livraison pour trouver une solution permettant au Vendeur de remplir, dans les meilleurs délais, son obligation de cession au titre de la présente Convention.

A l'issue de ce délai de dix (10) jours ouvrés, si les Parties ne parviennent pas à un accord permettant au Vendeur de remplir son obligation au titre des présentes, le Vendeur s'engage à rembourser l'Acheteur au prix auquel ce dernier achètera une quantité égale de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique de même qualification. Ce remboursement sera effectué dans les plus brefs délais, et au plus tard dans les quatorze (14) jours ouvrés suivant la présentation d'une facture par l'Acheteur.

Dans cette hypothèse où les Parties ne parviendraient pas à trouver une solution alternative, l'Acheteur pourra à sa seule initiative procéder, par l'envoi au Vendeur d'une lettre recommandée avec accusé de réception, à la Résiliation Anticipée de la présente convention, sans que cette résiliation ne préjudicie l'application de l'alinéa précédent.

En tout état de cause, le non-respect par le Vendeur de son engagement de livrer à l'Acheteur un ou plusieurs lots de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique définis à l'article 1.1 de la présente convention au plus tard à la date de transfert définie pour chacun de ces lots à l'article 2.2 et selon les modalités précisées à la présente convention entraînera l'application de la pénalité P suivante, pour chaque lot de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique concerné :

$$P = (V_c - V_l) \times (P_c - P_a), \text{ où}$$

$V_c$  représente le volume de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique du lot défini à l'article 1.1 de la présente convention en kWh cumac et faisant l'objet d'un Défaut de livraison ;

$V_l$  représente le volume de CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique en kWh cumac déjà livré pour ce lot en application de la présente convention ;

$P_c$  représente le prix d'achat TTC en centimes d'euros par kWh cumac supporté par l'Acheteur pour compenser le volume manquant auprès d'un ou plusieurs opérateur(s) de marché (tel que figurant sur les factures fournies par l'Acheteur) ; Si l'Acheteur ne parvient pas à se fournir auprès d'autres opérateurs au bout de 3 mois, alors le montant  $P_c$  sera fixé à 2 centimes d'euros par kWh cumac en cas de Non-Précarité et/ou 1.5 centimes d'euros par kWh cumac en cas de Précarité ;

$P_a$  représente le prix d'achat TTC défini à l'article 1.2 en centimes d'euros par kWh cumac.

Si P est inférieur ou égal à zéro, aucune pénalité ne sera due par aucune partie.

## **Article 9. Défaut de paiement**

A défaut de paiement par l'Acheteur d'une partie ou de la totalité du prix défini à l'article 1.2 dans les conditions indiquées à l'article 3, il sera fait application d'une pénalité calculée par jour de retard, sur la base d'un taux égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur en France à la date d'émission de la facture qui demeure impayée, outre une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros relative aux frais de recouvrement.

L'Acheteur devra payer cette pénalité au plus tard au jour du paiement de la partie ou de la totalité du prix défini à l'article 1.2 qui a donné lieu à cette pénalité en application de l'alinéa précédent du présent article.

## **Article 10. Force Majeure**

Lorsqu'un événement échappant au contrôle d'une Partie à la convention, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par cette Partie, elle notifie la survenance de ce cas de force majeure à l'autre Partie dans les plus brefs délais, par tout moyen doublé d'une lettre recommandée avec avis de réception.

A l'occasion de cette notification, la Partie affectée par la force majeure fournit à l'autre partie les détails de la force majeure et une estimation non liante de la mesure et de la durée prévue de son incapacité à remplir ses obligations en raison de la force majeure.

La Partie affectée par la force majeure devra s'efforcer de limiter les conséquences commerciales de la circonstance de force majeure et devra, durant la persistance de cette circonstance, tenir régulièrement l'autre Partie informée de l'étendue et de la durée probable de son incapacité à exécuter ses obligations.

En cas d'empêchement temporaire, c'est-à-dire lorsque l'évènement de force majeure ne dure pas plus de deux (2) mois, les obligations des deux parties en vertu du présent contrat sont suspendues pendant la durée de la force majeure, à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résiliation du contrat.

Si un cas de force majeure se poursuit pendant une période de soixante (60) jours ouvrés, la Partie non affectée par la force majeure (ou, dans le cas où il y aurait deux Parties affectées, l'une des Parties) peut, par notification écrite à la Partie affectée par la force majeure (ou, dans le cas où il y aurait deux Parties affectées, à l'autre Partie), résilier le présent contrat.

Si lors de la survenance de l'évènement de force majeure il apparaît que l'empêchement de la Partie affectée par la force majeure sera définitif, les Parties peuvent convenir, dans les huit (8) jours ouvrés suivant la survenance de l'évènement de force majeure, que la Partie empêchée exécute sa ou ses obligations par un autre moyen que celui initialement prévu au contrat. A défaut d'un tel engagement de la part de la Partie invoquant la force majeure, l'autre Partie peut la mettre en demeure de se conformer à ses obligations conformément à l'article 1351 du Code civil. En l'absence d'accord entre les Parties ou de mise en demeure dans ce délai de huit (8) jours ouvrés, le contrat pourra être résilié.

## **Article 11. Résiliation**

Une résiliation anticipée du présent contrat peut être engagée dans les cas visés aux articles suivants :

- Article 7 (non-conformité des CEE) ;
- Article 8 (défaut de livraison) ;
- Article 10 (force majeure)

à l'initiative de la ou des Parties spécifiée(s) au sein de chacun de ces articles.

Dans chacun de ces cas, et conformément à l'article 4 de la présente convention, la résiliation de la convention libère pour l'avenir les Parties de leurs obligations respectives de livraison et de paiement du prix au titre du présent contrat, dès lors que ces obligations n'auront pas déjà été exécutées et à l'exception de l'obligation de payer les sommes, y compris les pénalités, restant dues à la date de résiliation.

La résiliation anticipée de la convention ne préjudicie pas la mise en œuvre de ses clauses relatives à la responsabilité des Parties et à la conformité des CEE classiques et/ou CEE précarité énergétique cédés.

## **Article 12. Confidentialité**

Au cours de l'exécution de la présente Convention, ainsi que pendant une durée de trois (3) ans suivant la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, les Parties garderont strictement confidentiels les termes, les conditions de la présente Convention ainsi que les renseignements qu'elles auraient été amenées à connaître sur l'une et l'autre d'entre elles. Le présent engagement de confidentialité ne s'applique pas aux informations suivantes :

- a. Les informations qui appartiennent au domaine public ou tombant dans le domaine public sans que cela soit le fait du Vendeur et de l'Acheteur ;
- b. Les informations décrites dans des publications antérieures à la date de la présente Convention ;
- c. Les informations décrites dans tout autre document écrit en possession du Vendeur et ou de l'Acheteur et portant une date antérieure à la présente Convention et pour autant que ces informations ne lui aient été transmises dans le cadre de la négociation et de la finalisation des présentes.

Par ailleurs, le présent engagement ne s'applique pas aux informations devant être transmises à toutes autorités judiciaires et administratives consécutivement à une injonction de communiquer.

Les Parties s'autorisent expressément à mentionner leur raison sociale respective au titre des références commerciales, sans que cette autorisation puisse être considérée comme une action contrevenant à l'obligation de confidentialité exposée ci-dessus.

### **Article 13. Validité de la convention**

Les Parties aux présentes sont juridiquement indépendantes et la présente convention ne saurait s'analyser comme créant une société commune entre elles.

La présente convention représente l'intégralité de l'accord et remplace et annule tous les pourparlers, accords verbaux ou écrits entre les parties préalables à sa signature.

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé par les deux Parties.

Au cas où une clause de la présente convention serait contraire à une disposition légale impérative, la validité des autres clauses ainsi que la validité de la convention en son ensemble n'en serait pas affectée.

Dans ce cas, les Parties se concerteront aux fins de substituer à la clause nulle une clause qui réponde au plus près aux objectifs juridiques et économiques de la convention. A défaut d'accord entre les Parties sur une clause de remplacement de la clause nulle dans les quatorze (14) jours ouvrés suivant le début de la concertation sur cette clause, et si cette clause conditionne la poursuite de l'exécution du contrat, le présent contrat pourra être résilié de plein droit à l'initiative de l'une des Parties.

### **Article 14. Litiges**

La présente convention est régie par le droit français.

Les Parties s'engagent, en cas de difficultés dans l'exécution du présent contrat et préalablement à toute procédure judiciaire, à rechercher un règlement amiable à leurs différends, relatifs notamment à la validité, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution, l'interruption, la résiliation ou la dénonciation de la convention ainsi qu'à la cessation partielle ou totale des relations commerciales entre les Parties et ce, pour quelques causes et sur quelques fondements que ce soient.

A ce titre, la Partie qui souhaite mettre en jeu cette procédure amiable devra le notifier à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant les difficultés d'application rencontrées ou les manquements constatés. Cette lettre vaut d'une part mise en demeure de réparer les manquements constatés, et d'autre part exposé de la proposition amiable de règlement.

L'autre Partie aura alors quatorze (14) jours ouvrés pour faire connaître son interprétation des événements, sa propre proposition amiable de règlement du différend ou son refus d'un règlement amiable.

La Partie ayant initié le règlement amiable disposera alors à son tour de quatorze (14) jours ouvrés pour faire connaître sa réponse.

A défaut d'accord amiable, les Parties conviennent de soumettre leur différend sous l'égide du Centre de Médiation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Les Parties organiseront la médiation selon le règlement de médiation en vigueur. Les Parties s'engagent à partager à parts égales les frais de ladite médiation, tout en conservant à leur charge les frais et honoraires de leurs avocats respectifs.

En cas d'échec de la médiation, tout litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris.

Fait à Amsterdam

Date 23/04/2019

En 2 originaux

(Lu et Approuvé)  
le Vendeur, **Commune de Grasse**

(Lu et Approuvé)  
l'Acheteur, **ACT Commodities B.V**